# T.D.8 CORRECTION

**La théorie keynésienne.**

**Travail N°1 :**

**La logique keynésienne.**

1. ***Interprétez le schéma suivant : quelle différence essentielle présente-t-il avec la logique néo-classique ?***

**Consommation (C)**

 **+ privés**

**Investissement (I)**

**Demande globale effective (DG)**

**(Solvable et anticipée)**

**Offre globale (OG)**

**Emploi**

**Dépenses publiques (G)**

**(Moyens d’intervention de l’Etat dans les affaires économiques)**

**+**

**Demande nette du Reste du Monde**

**(Exports – Imports : (X – M)**

La logique keynésienne, que décrit d’abord ce schéma, est la suivante :

* *A court terme, le niveau de l’emploi est déterminé par celui de la production*. Si le niveau de celle-ci augmente, le niveau de l’emploi s’accroît et inversement.
* *La production à son tour dépend du niveau de la demande effective*, c’est-à-dire de la demande *solvable, anticipée* par les producteurs, égale à l’ensemble des dépenses susceptibles d’être accomplies à un moment donné. Celles-ci sont approximativement égales, en valeur, à celle du revenu national net distribué, (donc – comme nous l’avons vu en Comptabilité Nationale – de la production intérieure brute, corrigée de la consommation de capital fixe et des transferts nets de revenus primaires entre le pays et le Reste du Monde).
* La demande effective comprend deux éléments essentiels : la *consommation* (des ménages essentiellement) et l’*investissement*(des agents privés essentiellement). S’y ajoutent les Dépenses – de fonctionnement et d’investissement – des Administrations Publiques – considérées par KEYNES comme des moyens efficaces de régulation de l’activité économique, tant en période de ralentissement-récession que de surchauffe de l’économie, et la demande nette exprimée par le Reste du Monde (les exportations, déduction faite des importations, du pays).

**Soit : Demande Globale = C + I + G + (X – M) ⇒ Niveau de l’Offre Globale ⇒ Niveau de l’emploi.**

Si l’on voulait traduire sous une forme analogue la logique néo-classique, cela donnerait le schéma suivant :

**Offre de travail**

**(Population active disponible)**

**Plein-emploi**

**(Chômage volontaire)**

**Désutilité marginale du travail =**

**Taux de salaire d’équilibre =**

**Productivité marginale du travail**

**Demande de travail**

**(de la part des Entreprises)**

**Capacités de production disponibles**

**Niveau de l’emploi (quantités de travail utilisées)**

**Fonction de production :**

**Q = f(K ; L)**

**= Offre de produits**

**Valeur de la production =**

**Valeur des revenus distribués =**

**Valeur de la demande**

**« L’offre crée sa propre demande »**

*L’offre de* produits *dépend d’une part des capacités de production disponibles, et d’autre part de l’équilibre qui s’instaure sur le marché du travail sous l’effet de la loi de l’offre et de la demande* :

* Si, à un instant donné, l’offre de travail excède la demande de travail, le taux de salaire a tendance à baisser jusqu’à ce que l’offre soit égale à la demande. Dans le cas contraire, si la demande excède l’offre de travail, le taux de salaire a tendance à croître jusqu’à ce que la demande égale l’offre.
* de la confrontation de l’offre et de la demande de travail résulte un taux de salaire (réel) d’équilibre pour lequel tous ceux qui souhaitent travailler trouvent un emploi. Le chômage ne peut alors être que volontaire.

*La combinaison des capacités de production disponibles (K\*) avec la quantité de travail qu’à ce salaire d’équilibre les entreprises sont prêtes à utiliser (L\*) détermine, par le biais de la fonction de production, la quantité de biens et de services qui seront produits : Q\* = f(K\* ; L\*)*.

La valeur de la production est redistribuée sous forme de revenus aux agents économiques : *pour les économistes néo-classiques, il y a donc toujours suffisamment de revenus pour que l’ensemble de la production soit écoulée* : c’est en ce sens que l’offre crée sa propre demande.

***En conclusion*** : dans la logique keynésienne, c’est la demande qui détermine l’offre, alors que pour les économistes néo-classiques, c’est le niveau de l’offre qui détermine celui de la demande. Dans les deux cas, on a bien un équilibre Offre-Demande : pour les néo-classiques, si les mécanismes du marché fonctionnent sans entraves, cet équilibre est un équilibre de plein-emploi (du capital disponible d’une part, et du travail d’autre part, si les salariés acceptent de travailler pour le taux de salaire réel d’équilibre), et le chômage ne peut être que volontaire. Pour les keynésiens, le niveau de la demande anticipée peut s’avérer insuffisant pour que tout le capital disponible soit utilisé, et pour que tous ceux qui souhaitent travailler trouvent un emploi : dans ce cas, il existe du chômage involontaire.

**Interprétation du schéma de l’annexe 1**

1. **La demande de consommation.**

La consommation des ménages, prise dans son ensemble, c’est-à-dire au niveau macro-économique, est principalement déterminée par leur revenu disponible brut, et augmente, en volume et en valeur, avec lui.

**La consommation est donc une fonction croissante du revenu disponible des ménages.**

KEYNES observe que plus le niveau de revenu d’un ménage est élevé, plus la part de ce revenu consacrée à la consommation diminue (tout en restant naturellement la plus importante) au bénéfice de la part consacrée à l’épargne. En effet, ce ménage a dans ce cas la possibilité d’épargner plus tout en couvrant mieux ses besoins en consommation. Dit en termes keynésiens :

***Lorsque le niveau de revenu s’élève, la propension moyenne à consommer diminue et la propension moyenne à épargner augmente*, et inversement.**

Ce comportement trouve son origine dans la manière dont chaque ménage partage un supplément de revenu entre consommation et épargne. En termes keynésiens toujours :

***La propension marginale à consommer des ménages est d’autant plus élevée (et symétriquement, leur propension marginale à épargner est d’autant plus faible) que le revenu qu’ils perçoivent est faible****.*

*Tout supplément de revenu sera alors majoritairement – voire intégralement – consacré à un accroissement de leur consommation.* Et inversement…

Supposons par exemple qu’un ménage modeste (appartenant au premier décile en matière de répartition de revenus) perçoive 100 euros supplémentaires : s’il en consacre habituellement 95 à une augmentation de sa consommation, et épargne les 5 restants, on dira que sa propension marginale à consommer est de 0.95 et sa propension à épargner de 0.05. Supposons en revanche un ménage aisé (appartenant par exemple au dernier décile) qui, de ces 100 euros supplémentaires, en dépensera en consommation 55 et placera les 45 restants sur un compte d’épargne : sa propension marginale à consommer sera de 0.55 et sa propension marginale à épargner de 0.45.

Au niveau macro-économique, la propension marginale à consommer de l’économie – celle de l’ensemble des ménages – est la moyenne arithmétique des propensions marginales à consommer des différentes catégories de la population, pondérées par leur revenu global respectif.

***Exercice 1****: Supposons que la population d’un pays se compose de deux catégories : des ménages aisés, dont la propension marginale à consommer un supplément de revenus est égale à 0,65 et qui perçoivent 45% du revenu disponible total des ménages, et les ménages plus modestes, qui en perçoivent les 55% restants, et dont la propension marginale à consommer est égale à 0,95.*

*Quelle est la propension marginale à consommer de l’ensemble des ménages ? Interprétez.*

**Réponse** : 0,65\*0,45 + 0,95\*0,55 = 0,815

Lorsque les ménages, dans leur ensemble, perçoivent un revenu disponible supplémentaire de 100€, ils ont tendance à en consacrer 81,5€ à une augmentation de leur consommation et 18,5€ à une augmentation de leur épargne.

Pour KEYNES, deux principes essentiels sont à retenir :

*La part d’un supplément de revenu affectée à une augmentation de la consommation (propension marginale à consommer des ménages dans leur ensemble dépend de la* ***façon dont le revenu national est distribué entre les agents économiques :***

* *si la répartition est relativement égalitaire*, personne ne sera assez riche pour épargner une part importante de son revenu, et la consommation sera élevée. Les propensions marginale et moyenne à consommer seront fortes. La majeure partie d’un supplément de revenu sera consacré à la consommation et non à l’épargne.
* *si la répartition est au contraire très inégalitaire*, les ménages les plus aisés (qui sont aussi les moins nombreux) épargneront une part plus importante de leur revenu que les autres, mais les revenus de ces derniers ne seront pas suffisamment élevés pour compenser le manque à gagner en termes de consommation. Les propensions marginale et moyenne à consommer du pays seront plus faibles que dans le cas précédent.

***Suite de l’exercice précédent****: supposons maintenant que le revenu des ménages soit réparti de manière plus égalitaire : les ménages les plus aisés perçoivent 35% du revenu disponible total, les ménages modestes 65% (les propensions marginales à consommer des deux catégories de ménages ne changent pas et on suppose que la répartition de la population entre « ménages modestes » et « ménages aisés » n’est pas modifiée) :*

Dans ce cas, la propension marginale à consommer de l’ensemble des ménages est égale à :

0,65\*0,35 + 0,95\*0,65 = 0,845

Une répartition du revenu plus égalitaire entre les ménages contribue donc à accroître la propension marginale à consommer de l’ensemble de l’économie.

*La part du revenu affectée à la consommation et l’affectation d’un supplément de revenu dépendent aussi de la* ***répartition du revenu national entre revenus du travail (essentiellement les salaires) et revenus du capital.***

* En effet, la part épargnée de ces derniers étant plus importante que la part épargnée des salaires. Plus grande est la part des salaires dans la répartition de la valeur ajoutée, plus forte sont les propensions moyenne et marginale à consommer.
* Ces constatations sont le fondement des politiques keynésiennes de relance de la demande par la consommation des ménages.[[1]](#footnote-2)

***Sur le long terme cependant, la propension marginale à consommer des ménages, dans un pays donné, est relativement stable*** :

* Un ajustement des couples Revenu Disponible Brut / Consommation Finale des ménages sur des périodes de 20 ans par exemple, montre que la fonction qui reflète le plus fidèlement l’évolution de la consommation en fonction du revenu est une fonction affine (une droite) dans la plupart des cas. C’est pourquoi dans les modèles (simples) d’inspiration keynésienne développés ultérieurement, on a pris l’habitude d’exprimer la fonction de consommation des ménages sous la forme :

**C = pmc \* Yd + C0**

(où **C** représente la consommation finale des ménages, **pmc** leur propension marginale à consommer, **Yd** leur revenu disponible et **C0** la consommation indépendante du niveau du revenu, aussi appelée « consommation exogène » ou « consommation incompressible »).

*Cette fonction est assortie d’hypothèses complémentaires* :

* **0 < pmc < 1**: la propension marginale à consommer est toujours comprise entre 0 et 1 (dans un pays comme la France, elle oscille selon les périodes considérées entre 0.75 et 0.85). Sachant que les ménages partagent leur revenu disponible entre consommation et épargne, la propension marginale à épargner ce revenu est en conséquence égale à **(1 - pmc).** Une propension marginale à consommer égale à 0.8, par exemple, signifie que les ménages dans leur ensemble ont pour habitude de consacrer environ 80% d’une augmentation de revenu à un accroissement de leur consommation, et le reste – donc 20% du revenu – à une augmentation de leur épargne.
* **pmc = C ’(Yd) :** la propension marginale à consommer est mathématiquement égale à la dérivée première de la fonction de consommation par rapport au revenu (donc à la pente de la fonction linéaire de consommation précédente), et représente l’augmentation de consommation due à une élévation du revenu disponible d’une unité monétaire.
* **C ’’(Yd) = 0**: la dérivée seconde de la fonction de consommation est nulle, ce qui implique la stabilité (ou la constance) de la propension marginale à consommer des ménages dans le temps.

***Exercice 2****: Le tableau suivant donne la valeur du revenu disponible des ménages et de leurs dépenses de consommation finale pour les années 2000 à 2010.*

1. *Représentez le nuage de points [RDB ; Conso.] sous EXCEL.*
2. *Procédez à un ajustement linéaire des points de ce nuage.*
3. *Calculez le coefficient de détermination et le coefficient de corrélation. Cet ajustement peut-il être considéré comme satisfaisant ?*
4. *Quelle est la signification de la pente et de la constante de cette droite ?*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Année | RDB | Conso. Fin. |
| 2000 | 913,3 | 782,2 |
| 2001 | 960,9 | 816,3 |
| 2002 | 1004,4 | 840,6 |
| 2003 | 1029,9 | 872,5 |
| 2004 | 1075,5 | 906,6 |
| 2005 | 1108,7 | 946,1 |
| 2006 | 1159,4 | 986,6 |
| 2007 | 1218,7 | 1030,5 |
| 2008 | 1259,3 | 1063,7 |
| 2009 | 1267,1 | 1057,8 |
| 2010 | 1292,1 | 1084,8 |

Réponses :

La droite de régression a pour équation : C = 0,81655205\*RDB + 32,0769952

Le coefficient de détermination est égal à 0,99644877, et le coefficient de corrélation en conséquence à 0,9982228. Ces deux coefficients sont très proches de 1, et le coefficient de corrélation est positif.

On peut donc considérer que l’ajustement linéaire des couples (RDB ; Conso.Fin.) est satisfaisant : il y a bien une relation linéaire positive entre revenu et consommation des ménages. Lorsque le revenu augmente, la consommation augmente aussi.

La consommation incompressible est évaluée à 32,08 milliards d’€ (constante de la droite de régression) et si le revenu des ménages augmentait de 100€, leur consommation augmenterait de 81,66€, et leur épargne, en conséquence de 18,34€ : leur propension marginale à consommer est égale à 0,8166 (pente de la droite de régression), et leur propension marginale à épargner leur revenu disponible est alors égale à 0,1834.

Pour KEYNES, les ménages, quel que soit leur niveau de revenu, tentent d’abord de satisfaire au mieux leurs besoins en consommation.

S’agissant des décisions d’affectation du revenu***, la consommation est première, et l’épargne représente ainsi la part non consommée du revenu.***

Les ménages peuvent cependant décider *ex ante* de consacrer une part plus ou moins importante de leur revenu à l’épargne :

* Pour répondre à des besoins prévisibles à long terme, par exemple pour se constituer une retraite ou couvrir les besoins de l’éducation des enfants, en vue d’acquérir un logement ou de s’installer à son compte (***épargne contractuelle*** généralement stable par nature),
* Ou pour se prémunir contre un risque imprévisible (maladie, chômage, etc. : le montant de cette ***épargne « de précaution »*** a tendance à augmenter en période de crise économique).

De ce point de vue, la part épargnée du revenu disponible des ménages est donc déterminée à la fois par des facteurs structurels (organisation et importance de la protection sociale – maladie, prestations familiales, retraites, etc. – mode de financement de l’éducation et des services publics, attirance pour la propriété, importance du crédit) et par des facteurs conjoncturels, qui déterminent la confiance des ménages en l’avenir.

Ils peuvent aussi constituer, si leur revenu le leur permet, une ***épargne à des fins spéculatives***, c’est-à-dire destinée à des placements sur les marchés financiers, dans le but de percevoir des intérêts ou des dividendes, et de réaliser des plus-values en revendant ces actifs financiers pour bénéficier de la hausse de leur cours… Il est clair que ce type d’épargne concerne essentiellement les ménages relativement aisés.

***En tout état de cause, pour KEYNES, une hausse du revenu disponible des ménages entraîne simultanément un accroissement en valeur de leur consommation et de leur épargne.***

**Exercice 3 : Un modèle à deux agents.**

Imaginons une économie composée de deux secteurs institutionnels seulement :

* ***les entreprises***, qui produisent les biens et les services destinés aux ménages, et redistribuent à ces derniers, sous forme de revenus de diverse nature, la valeur du produit intérieur brut de la période considérée.
* *Soit Y le produit intérieur brut* (et donc le revenu total distribué aux ménages).
* Les entreprises investissent, pour pouvoir maintenir ou augmenter leur production de période en période : l’investissement est fixé en début de période, après évaluation par les entreprises de leurs perspectives de croissance, et du coût de l’investissement (qui dépend du taux d’intérêt en vigueur sur le marché des capitaux).
* *Soit Io la valeur de cet investissement « exogène »* (car ne dépendant pas directement du PIB de la période, Y, mais d’anticipations sur la demande à venir) en début de période.
* ***les ménages***, dont la fonction principale est de consommer : ils tirent leurs revenus de la vente de leur travail aux entreprises, et perçoivent un revenu primaire égal à la valeur de la production, Y, de la période. Comme il n’y a pas de prélèvement obligatoire d’aucune sorte, ce revenu primaire constitue aussi le revenu disponible des ménages, qui sera affecté d’une part à la consommation, d’autre part à *l’épargne, désignée par E*.
* *La consommation des ménages est désignée par C* : la majeure partie de leur demande de consommation dépend du niveau de leur revenu disponible (Y) et de leur propension marginale à consommer (pmc), l’autre partie est « exogène » (ou incompressible : Co). La fonction de consommation des ménages est de la forme :

**C = pmc\*Y + Co.**

**Première partie : L’équilibre dans la sphère réelle.**

1. *La propension marginale à consommer des ménages est égale à 0,8 : expliquez ce que signifie cette valeur.*

Cela signifie que si le revenu des ménages augmente de 100 €, la demande de consommation des ménages augmentera de 80 €.

1. *Si la consommation exogène est de 30 milliards d’euros, quelle est la forme de la fonction de consommation concrète des ménages de cette économie ?*

La fonction de consommation est de la forme : C = 0,8\*Y + 30 (linéaire).

1. *Puisque ces ménages consacrent leur revenu disponible (ici Y) à deux usages (consommation C et épargne E), on a Y = C + E. Dans ce cas, quelle est la forme concrète de la fonction d’épargne des ménages ? Quelle est alors la valeur de la propension marginale à épargner ? Quelle est sa signification ?*

Si Y + C + E, cela implique que E = Y – C soit, en tenant compte de la forme de la fonction de consommation précédente : E = Y – 0,8\*Y – 30 soit E = Y\*(1 – 0,8) – 30, d’où E = 0,2\*Y – 30.

1. *L’économie est en équilibre, si l’offre de produits des entreprises (biens et services de consommation et d’investissement) est strictement égale à la demande en produits de tous les agents économiques : exprimez cet équilibre sous la forme d’une équation, dont la seule variable sera Y, la production intérieure brute, sachant que l’investissement exogène des entreprises, Io, est de 350 milliards d’euros.*

Offre = Demande entraîne : Y = C + I soit Y = 0,8\*Y + 30 + 350 ou encore Y = 0,8\*Y + 380.

1. *Quelle est, dans cette économie, la valeur du PIB (Y) à l’équilibre ?*

A l’équilibre : Y – 0,8\*Y = 380 soit (1 – 0,8)\*Y = 380 d’où Y = 1900 milliards d’€.

1. Calculez les valeurs de tous les autres agrégats à l’équilibre (C, E).

Dans ce cas :

|  |  |
| --- | --- |
| Y | 1900 |
| C | 1550 |
| E | 350 |
| I | 350 |

**Deuxième partie : L’équilibre financier.**

1. *Rappelez les deux égalités qui traduisent, d’une part l’équilibre offre/demande dans la sphère réelle, d’autre part le partage du revenu des ménages entre consommation et épargne.*

Equilibre dans la sphère réelle : Y = C + I

Partage du revenu des ménages entre consommation et épargne : Y = C + E

1. *Qu’en déduisez-vous en ce qui concerne l’équilibre financier de cette économie (besoins en financement = capacités de financement) ?*

A l’équilibre on a donc : C + I = C + E d’où I = E.

A l’équilibre, les besoins en financement des entreprises (I) sont égaux aux capacités de financement des ménages (E). L’épargne des ménages est donc égale à l’investissement des entreprises.

**Troisième partie : Variations autour de l’équilibre.**

Supposez maintenant que, à partir de la situation d’équilibre initial dans la sphère réelle, les entreprises décident d’augmenter leurs investissements exogènes de 15 milliards d’euros (= ΔI), toutes choses restant égales par ailleurs.

1. *Reformulez l’équation d’équilibre offre/demande en tenant compte de cette augmentation des investissements. Quelle est la nouvelle valeur du PIB, Y’, à l’équilibre ? De combien a-t-il augmenté en valeur ?*

A l’équilibre on a : Y = C + I (offre globale = demande globale anticipée).

Soit, si on tient compte de l’augmentation des investissements :

Y’ = 0,8\*Y’ + 30 + 350 + 15 ⇒ Y’ = 0,8\*Y’ + 395 ⇒ Y’\*(1 – 0,8) = 395 ⇒ 0,2\*Y’ = 395 ⇒ Y’ = 1975

1. *Présentez cette équation d’équilibre dans le cas général (sans utiliser de valeurs, mais les agrégats Y’, Co, Io, ΔI, et le paramètre pmc). A quoi est égale l’augmentation du PIB due à l’augmentation des investissements de ΔI ? Déduisez-en la valeur du coefficient multiplicateur. Interprétez.*

Y’ = pmc\*Y’+ Co + Io + ΔI ⇒ Y’\*(1 – pmc) = Co + Io + ΔI ⇒ Y’ =

L’augmentation du PIB est donc égale à l’augmentation des investissements (de 15 milliards d’€), multipliée par l’inverse de la propension marginale à épargner des ménages. Dans l’exemple :

L’accroissement des investissements de 15 Mrds a entraîné une augmentation du PIB (et donc aussi, dans ce modèle très simplifié, du revenu des ménages) de 75 Mrds, c’est-à-dire 5 fois plus importante que l’augmentation des investissements qui en a été la cause.

La valeur du multiplicateur, lié à une variation de l’investissement exogène, est de soit 5.

1. *Calculez la valeur de tous les autres agrégats à l’équilibre.*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Y | 1975 | +75 |
| C | 1610 | + 60 |
| E | 365 | + 15 |
| I | 365 | + 15 |

1. *Comparez la situation d’équilibre initial et la nouvelle situation d’équilibre : commentez.*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Agrégats | Valeur Mrds € |  |
|  | Situation Initiale | Après ↗ de l’Invest. |  |
| Y | 1900 | 1975 | +75 |
| C | 1550 | 1610 | + 60 |
| E | 350 | 365 | + 15 |
| I | 350 | 365 | + 15 |

A travers le mécanisme du multiplicateur, l’augmentation des investissements entraîne un accroissement de la production, donc du revenu des ménages de 75 milliards d’€ : elle génère une augmentation de la consommation de 60 milliards, et simultanément un accroissement de l’épargne des ménages égal à celui des investissements (15 milliards) : l’équilibre financier est toujours préservé à l’équilibre Offre/Demande globales. La totalité des investissements peut être financée par l’épargne (les capacités de financement sont égales aux besoins en financement).

Le multiplicateur fonctionne de la manière suivante :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Périodes | Δ des Investissements | Δ de la consommation | Δ de l’épargne | Δ du PIB = Δ du revenu |
| 0 | + 15 | - | - | + 15 |
| 1 | 0 | + 0,8\*15 | + 0,2\*15 | + 0,8\*15 |
| 2 | 0 | + 0,8²\*15 | + 0,2\*(0,8\*15) | + 0,8²\*15 |
| 3 | 0 | + 0,83\*15 | + 0,2\*(0,8²\*15) | + 0,83\*15 |
| ......... | ......... | ……… | ……… | ……… |
| n | 0 | + 0,8n\*15 | + 0,2\*(0,8n-1\*15) | + 0,8n\*15 |

A la période 0, l’augmentation des investissements de 15 Mrds (= augmentation de la demande globale) entraîne un accroissement de la production (le PIB) et du revenu des ménages de 15 Mrds également.

Les ménages enregistrent en période 1 cette augmentation de revenu, et en consacrent 80% à une augmentation de leur consommation, ce qui entraîne de nouveau un accroissement de la production de même montant, et les 20% restants à une augmentation de leur épargne.

A chaque période, l’augmentation du revenu des ménages entraîne ainsi une augmentation de leur consommation et une augmentation ***simultanée*** de leur épargne (dans les proportions 80/20).

A la fin de la nème période, la somme des augmentations successives du revenu est égale à :

Lorsque n tend vers l’infini, 0,8n+1 tend vers 0, et la somme des augmentations de revenu tend vers :

L’augmentation du PIB est donc bien égale à l’augmentation des investissements (de 15 milliards d’€), multipliée par l’inverse de la propension marginale à épargner des ménages, c’est-à-dire par 5.

1. Par ailleurs, et dans une approche plus dynamique :

*A court terme, la propension moyenne à consommer diminue lorsque le revenu varie à la hausse*, car les ménages n’ajustent leur comportement de consommation à l’élévation de leur revenu qu’avec un certain retard (on parle d’effet d’hystérésis). Inversement, lorsque le revenu varie à la baisse, les ménages conservent pendant un certain temps leurs habitudes de consommation antérieures et puisent pour ce faire au besoin dans leur épargne : à court terme la propension moyenne à consommer le revenu augmente, la propension moyenne à épargner, au contraire, diminue. *A moyen terme cependant*, les ménages finissent par ajuster leur consommation aux variations de leur revenu.

*De même, à court terme, la propension moyenne**à consommer des ménages a tendance à diminuer en période de récession/ stagnation*, les ménages faisant des anticipations pessimistes sur l’évolution de leurs revenus et les risques de chômage et accroissant de ce fait leur épargne de précaution ; *elle augmente en période de croissance*, les anticipations des ménages sur leurs revenus futurs et l’avenir en général étant plus optimistes, ce qui les rend plus enclins à la dépense.  Le facteur « confiance en l’avenir » joue donc un grand rôle dans les comportements de consommation et d’épargne des ménages. [↑](#footnote-ref-2)